Le Costa Rica dit non à l'ingérence yankee

Par Pedro Martínez Pírez

Le gouvernement du Costa Rica, qui est à la tête de la Communauté des États Latino-américains et Caribéens cette année, a fait preuve de dignité en avertissant Washington qu'il n'acceptera pas que l'USAID utilise son territoire et ses citoyens pour mener des actions subversives contre des pays amis, indépendamment de leur couleur politique.

C'est Mariano Figueres, directeur des Services de Sécurité et d'Intelligence du Costa Rica qui a lancé cette mise en garde, quelques semaines après les révélations sur le dernier projet subversif contre Cuba organisé en partie sur le territoire costaricain et avec des citoyens de ce pays d'Amérique centrale, par l'Agence Étasunienne pour le Développement International, USAID.

Mariano Figueras a expliqué qu'il s'agit d'une question de souveraineté nationale pour son pays. En effet, cette agence, qui a été expulsée de plusieurs pays latino-américains, s'est avérée être une façade de la Maison Blanche pour mener ses projets de déstabilisation contre les gouvernements de Bolivie, d'Équateur, de Cuba et du Venezuela, entre autres.

Cette nouvelle condamnation s'ajoute à celle de plusieurs pays de l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne pour les

Peuples de Notre Amérique. Pour sa part, Cuba a dénoncé l'ingérence étasunienne au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Ce projet, dans le cadre duquel étaient recrutés des jeunes latino-américains payés pour travailler dans la clandestinité et pour repérer de jeunes Cubains susceptibles de devenir des opposants politiques, a provoqué une levée de boucliers dans notre pays.

Ce qu'il y a de significatif dans la prise de position du Costa Rica au sujet de l'USAID est que ce petit pays d'Amérique centrale a toujours été un soutien de la politique latino-américaine de Washington. Or, son nouveau gouvernement préside actuellement le quartet de la CELAC, composé de Cuba, de l'Équateur et d'Antigua et Barbuda.

Le nouveau rapport de force en Amérique latine se confirme avec cette réaction du nouveau gouvernement du Costa Rica et de plusieurs leaders d'opposition de ce pays, qui a rejoint le mouvement progressiste qui gagne la région.

Avec ce nouveau projet de l'USAID, Washington s'est tirée une balle dans le pied et a soulevé une vague de condamnations en Amérique latine et dans les Caraïbes, une région qui affirme avec de plus en plus de force son indépendance, bien loin de la vieille image de l'arrière cour des États-Unis.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/31971-le-costa-rica-dit-non-a-lingerence-yankee

Radio Habana Cuba